ment et la préservation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays, le droit du peuple kampuchéen de décider de son sort et l'engagement de la part de tous les Etats de ne pas s'ingérer et de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Kampuchea sont les principaux facteurs de tout règlement juste et durable du problème kampuchéen;

3. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea concernant ses activités en 1984-1985¹⁴ et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée;

4. *Autorise* le Comité spécial à se réunir quand il le faudra et à s'acquitter des tâches que lui confie son mandat;

5. *Réaffirme* sa décision de reconvoquer la Conférence en temps opportun, conformément à la résolution 1 (I) de la Conférence;

6. *Renouvelle son appel* à tous les Etats de l'Asie du Sud-Est et aux autres Etats concernés pour qu'ils assistent aux sessions futures de la Conférence;

7. *Prie* la Conférence de rendre compte à l'Assemblée générale des résultats de ses sessions futures;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à tenir des consultations avec la Conférence et le Comité spécial et à les aider, ainsi que de leur fournir, sur une base régulière, les facilités qui leur seront nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions;

9. *Sait gré à nouveau* au Secrétaire général d'avoir suivi de près l'évolution de la situation en prenant les mesures voulues et le prie de continuer à le faire et d'user de ses bons offices pour contribuer à un règlement politique d'ensemble;

10. *Exprime une fois encore sa profonde satisfaction* aux pays donateurs, à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions, ainsi qu'aux autres organisations humanitaires, nationales et internationales, qui ont apporté des secours au peuple kampuchéen et les engage à continuer de fournir une aide d'urgence aux Kampuchéens qui sont encore dans le besoin, en particulier ceux qui se trouvent le long de la frontière thaïlandaise et dans les centres d'accueil situés en Thaïlande;

11. *Exprime à nouveau sa vive satisfaction* au Secrétaire général des efforts qu'il a faits afin de coordonner l'assistance humanitaire et d'en contrôler la répartition et le prie d'intensifier ces efforts autant qu'il sera nécessaire;

12. *Prie instamment* les Etats de l'Asie du Sud-Est, une fois qu'on sera parvenu à une solution politique d'ensemble du conflit au Kampuchea, de consacrer de nouveaux efforts à l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est;

13. *Exprime de nouveau l'espoir* que, une fois trouvée une solution politique d'ensemble, il sera créé un comité intergouvernemental chargé d'envisager un programme d'assistance au Kampuchea visant au relèvement de l'économie kampuchéenne et au développement économique et social de tous les Etats de la région;

14. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, sur l'application de la présente résolution;

15. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session la question intitulée "La situation au Kampuchea".

63^e séance plénière
5 novembre 1985

40/8. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale.

Ayant reçu le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1984¹⁵,

Prenant note de la déclaration faite le 31 octobre 1985 par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique¹⁶, qui donne des renseignements supplémentaires sur le progrès des activités de l'Agence en 1985,

Reconnaissant l'importance des travaux de l'Agence pour ce qui est d'encourager encore l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme il est prévu dans son Statut,

Reconnaissant également que les pays en développement ont spécialement besoin de l'assistance technique de l'Agence pour mieux mettre l'énergie nucléaire et ses applications au service de leur développement économique,

Consciente de l'importance que revêtent les travaux de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garantie qui sont prévues dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹⁷ et les autres traités, conventions et accords internationaux visant à atteindre des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son Statut,

Reconnaissant l'importance des travaux de l'Agence en matière d'énergie nucléaire, de sécurité nucléaire, de gestion des déchets radioactifs et de protection radiologique et, en particulier, de ce qu'elle accomplit pour aider les pays en développement à se préparer à utiliser l'énergie nucléaire selon leurs besoins,

Notant que la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à sa vingt-neuvième session ordinaire, a approuvé la prorogation, par le Conseil des gouverneurs de l'Agence, du mandat de M. Hans Blix comme Directeur général de l'Agence pour une nouvelle période de quatre ans à compter du 1^{er} décembre 1985,

Ayant à l'esprit les résolutions GC(XXIX)/RES/442, GC(XXIX)/RES/443 et GC(XXIX)/RES/444 adoptées le 27 septembre 1985 par la Conférence générale de l'Agence à sa vingt-neuvième session ordinaire,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

2. *Proclame* sa confiance dans le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique en matière d'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

3. *Prie instamment* tous les Etats de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément à son Statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application de la science et de la technologie nucléaires à des

¹⁴ A/CONF.109/9.

¹⁵ Agence internationale de l'énergie atomique, *Rapport annuel pour 1984*, Autriche, juillet 1985 [GC(XXIX)/748 et Corr.1]; communiqué aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/40/576 et Corr.1).

¹⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Séances plénières, 56^e séance.*

¹⁷ Résolution 2373 (XXII), annexe.

fins pacifiques, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système de garanties de l'Agence;

4. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique les comptes rendus de la quarantième session de l'Assemblée générale relatifs aux activités de l'Agence.

69^e séance plénière
8 novembre 1985

40/9. Appel solennel aux Etats en conflit à cesser sans délai les actions armées et à résoudre leurs différends par la voie des négociations et aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à s'engager à régler les situations de tension et de conflit et les différends existants par la voie politique, et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et de toute intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée de constater que les conflits armés, les actes d'agression et les situations de tension persistent dans différentes parties du monde, que de nouvelles sources de conflit et de tension apparaissent dans la vie internationale et que la menace ou l'emploi de la force dans les rapports entre Etats met en danger leur indépendance et leur sécurité ainsi que la paix et la sécurité internationales,

Persuadée que tous les Etats doivent déployer des efforts soutenus pour régler tous leurs conflits ou différends exclusivement par des moyens pacifiques et que le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre d'autres Etats ne peut qu'aggraver la situation internationale et rendre encore plus difficile la solution des problèmes,

Considérant qu'il est à la fois dans l'intérêt des Etats en conflit et des autres Etats, et de la cause générale de la paix et de la sécurité dans le monde, d'arrêter les conflits armés et de favoriser et d'appuyer la solution des problèmes par des moyens pacifiques,

Réaffirmant solennellement, en cette année du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, l'engagement ferme des Etats Membres à l'égard des buts et principes de la Charte des Nations Unies et les obligations qu'ils ont assumées en leur qualité de Membres de l'Organisation, en particulier leur engagement de s'abstenir, dans les relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout autre Etat,

Réaffirmant que tous les Etats ont le devoir de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger,

Rappelant le droit naturel de tous les Etats à la légitime défense individuelle et collective, consacré à l'Article 51 de la Charte,

Réaffirmant la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux qu'elle a approuvée par sa résolution 37/10 du 15 novembre 1982,

Considérant que la question du règlement pacifique des différends doit constituer l'une des préoccupations centrales de tous les Etats et de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Adresse un appel solennel* aux Etats en conflit pour qu'ils mettent un terme sans délai aux actions armées et

entreprennent de résoudre leurs différends par la voie des négociations et par d'autres moyens pacifiques;

2. *Demande* à tous les Etats de mettre en œuvre intégralement et sans faille l'obligation qu'ils ont assumée, en conformité avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de résoudre les conflits et les différends par des moyens pacifiques et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force ainsi que d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres Etats;

3. *Invite* le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, à agir sans délai, conformément aux fonctions que lui confère la Charte, en cas de conflit ou de différend dans les diverses régions du monde, en recommandant des procédures ou des méthodes d'ajustement appropriées, y compris la désignation de représentants de l'Organisation des Nations Unies, afin de régler par des moyens pacifiques les différends entre Etats, d'éliminer les situations de tension et de conflit et d'instaurer des relations de bonne entente, de coopération et de paix entre tous les Etats du monde;

4. *Réaffirme* le rôle important conféré à l'Assemblée générale par la Charte dans les domaines du règlement pacifique des différends et du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

5. *Encourage* le Secrétaire général à jouer un rôle actif dans le cadre des fonctions que lui confère la Charte, afin de promouvoir les efforts pour le règlement pacifique des différends et des conflits entre Etats;

6. *Demande* aux Etats Membres d'utiliser pleinement, conformément à la Charte, le cadre que leur offre l'Organisation des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends et des problèmes internationaux;

7. *Adresse un appel* aux Etats Membres pour qu'ils agissent avec fermeté, dans l'esprit des buts et principes de la Charte et conformément à leurs devoirs de Membres, pour que l'Organisation puisse harmoniser les efforts conjugués des Etats visant à renforcer la paix et la sécurité dans le monde, à résoudre les problèmes majeurs qui se posent à l'humanité et à assurer à tous les peuples les conditions d'un développement libre et indépendant.

69^e séance plénière
8 novembre 1985

40/10. Programme de l'Année internationale de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/16 du 16 novembre 1982, 38/56 du 7 décembre 1983 et 39/10 du 8 novembre 1984, relatives à l'Année internationale de la paix,

Rappelant également la solennelle Proclamation de l'Année internationale de la paix qu'elle a approuvée le 24 octobre 1985¹⁸, quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, par laquelle elle a demandé à tous les peuples de s'associer à l'Organisation des Nations Unies pour mener une action résolue de sauvegarde de la paix et de l'avenir de l'humanité,

Consciente qu'à l'ère nucléaire l'instauration sur Terre d'une paix durable est la condition première de la sauvegarde de la civilisation et de la survie de l'humanité,

Exprimant sa gratitude pour les contributions versées au Fonds de contributions volontaires pour le programme de l'Année internationale de la paix,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les séminaires régionaux¹⁹ qui ont servi à mieux faire prendre

¹⁸ Résolution 40/3, annexe.

¹⁹ A/40/524.